

# MADAGASCAR

## Revue de Presse octobre 2007

### POLITIQUE INTÉRIEURE

#### **Le résultat des législatives du 23 septembre**

**La HCC valide l'écrasante victoire du parti présidentiel TIM** qui a remporté 105 sièges sur 125 attribués dans une assemblée qui en comptera 127. Une douzaine des 20 députés d'opposition et indépendants se sont ralliés. Il n'y a que 3 députés revendiquant leur appartenance à l'opposition. Le TIM resserre donc son emprise sur l'Assemblée, réalisant un meilleur résultat qu'en 2002. Des opposants de l'AREMA s'insurgent contre cette domination du parti présidentiel à la nouvelle Assemblée, qui empêcherait tout dialogue démocratique. Ce point de vue est partagé par le Père Rémi Ralibera, éditorialiste jésuite très écouté : il fait part de son inquiétude et considère que cette Assemblée « *aux ordres* » ne pourra pas remplir sa mission de représentation.

Le scrutin uninominal à un tour explique en partie ce raz de marée. Le président justifie le faible taux de participation (46%) par le comportement des anciens députés : « *Les anciens députés n'ont pas respecté leur dignité. Ils ont perdu la considération du peuple* ». Le président du FFKM fait la même analyse. Les membres de la diaspora en France, appartenant à l'association « *Dur Madagascar* », avaient émis des doutes sur l'utilité de participer aux législatives, estimant que les enjeux pour le pays se situent ailleurs, mettant fortement en doute la sincérité du scrutin et l'attitude ambiguë des opposants.

**L'Observatoire de la vie politique (SEFAFI) met en doute le taux de participation officiel de 46%** : en effet, la presse a fait état d'une participation inférieure à 20% dans la capitale et le KMF/CNOE lui-même concluait que le scrutin avait été marqué par un taux de participation de l'ordre de 30%.

**125 réclamations ont été déposées à la HCC** mais en définitive, le scrutin n'a été invalidé que dans deux circonscriptions. L'opposition compte alerter la communauté internationale sur le déroulement du scrutin : un dossier circonstancié sera adressé aux ambassades et chancelleries étrangères, ainsi qu'aux représentations des organismes internationaux. Le CNE, pourtant contesté pour son absence d'indépendance, a émis des critiques sur l'organisation du scrutin, il propose quelques aménagements visant à éviter que les « *petits* » candidats ne soient disqualifiés du fait de leur manque de moyens.

**La présidence de l'Assemblée nationale revient à Jacques Sylla.** L'ancien Premier ministre était le seul candidat. Il a été élu à la quasi-unanimité. Il figure parmi les hautes personnalités qui ont la confiance des bailleurs de fonds, notamment de la France. Jacques Sylla est régulièrement suspecté de posséder la double nationalité.

**La composition du nouveau gouvernement : continuité et priorité à l'économique.** Les départements clés de ce secteur sont attribués à des hommes de confiance du président. Trois technocrates dans les départements clés, une magistrate anti-corruption à la Justice, ancienne présidente du Conseil supérieur de l'intégrité (CSI). La mission principale de ce nouveau gouvernement étant de réussir le MAP, il faut rassurer les bailleurs de fonds. Ce qui signifie, plus de rigueur, de transparence, de démocratie et moins de corruption. Le maintien de

Charles Rabemananjara à son double poste de Premier ministre et ministre de l'Intérieur peut être interprété comme une garantie pour des élections claires et nettes, en dépit des récriminations des bailleurs de fonds sur certains points. Sur 19 ministres, 17 sont originaires des Hautes terres. En rupture avec la pratique de ses prédécesseurs, Marc Ravalomanana écarte le critère d'équilibre régional et ethnique dans la composition du gouvernement.

**Crédibiliser la justice :** la nouvelle ministre Bakolalao Ramanandraibe annonce vouloir orienter son programme vers des actions qui contribueront à rehausser l'image de la justice, notamment en ce qui concerne le respect de l'Etat de droit, les droits de l'homme, le rétablissement de la confiance des usagers, le rétablissement des droits des détenus et l'amélioration des conditions carcérales,

**Comme précédemment, seules 3 femmes font partie du Gouvernement,** mais le Président n'a pas manqué de souligner la nouveauté que constitue à Madagascar la nomination d'une femme Ministre chargée de la Défense. L'effet d'annonce à cette désignation ne peut toutefois occulter le fait que le problème de la parité n'est pas pour autant résolu à Madagascar. Rappelons en effet que 14 pays africains membres de la SADC avaient fixé à 30% la participation des femmes dans les instances dirigeantes.

**Trois scrutins attendent encore l'électorat en trois mois, sans révision de la loi électorale :** les élections communales (le 12 décembre), puis les régionales et les sénatoriales. La population a déjà été appelée à voter à 3 reprises depuis décembre 2006, ce qui fait craindre aux observateurs une démotivation croissante des citoyens (le taux de participation aux législatives n'a été que de 46%). Ces élections municipales seront organisées comme par le passé, sans bulletin unique et sans réforme du CNE : les bailleurs de fonds comme l'Union Européenne et les Etats-Unis n'ont pas été écoutés. *«Nous allons demander au gouvernement pourquoi les réformes électorales n'ont pas pu être menées»*, fait savoir Jean Claude Boidin, ambassadeur de l'UE. Le FFKM va déposer pour la deuxième fois sa proposition de code électoral à l'Assemblée nationale mais son examen sera une nouvelle fois différé.

**L'opposition boycottera les communales du 12 décembre :** la Solidarité de l'opposition a décidé de boycotter les élections communales, *«à la suite des irrégularités constatées lors des législatives. Nous avons soutenu et non présenté des candidats aux législatives du 23 septembre. Aujourd'hui, aucun soutien ni présentation de candidats n'est plus envisageable»*. Elle engage ses membres à respecter cette décision, certains opposants prônant une participation symbolique. L'opposition fait pression auprès du pouvoir, des Eglises et de la communauté internationale pour que soit engagé un *« large processus de concertation »* en vue de la révision des règles du jeu électoral. Elle préconise le report des communales pour permettre de procéder à ce toilettage.

**A l'occasion de son renouvellement, les effectifs du Sénat pourraient être réduits à 33 membres au lieu de 90 actuellement :** la règle actuelle qui fixe à 1/3 le nombre de sénateurs désignés par le président serait maintenue. Cette révision à la baisse se situe dans le prolongement de la décision prise pour les députés suite à révision de la Constitution.  
**Le Sénat marginalisé :** épargné par la révision constitutionnelle d'avril et la dissolution qui a frappé l'Assemblée nationale, le Sénat voit sa marge de manœuvre se réduire. Le second personnage de l'Etat est désormais le Premier ministre et non plus le président du Sénat., ce qui renforce la prééminence de l'exécutif et marque la présidentialisation du régime.

**Procès de Roland Ratsiraka ancien maire de Toamasina et candidat à la présidence**

Le tribunal de Toamasina a acquitté Roland Ratsiraka de la majorité des accusations portées à son encontre, dans 4 affaires. Il n'écope que de 18 mois d'emprisonnement avec sursis. Ce dénouement est inattendu et confirme dans leur opinion ceux des observateurs qui considéraient que ces poursuites n'étaient pas fondées en droit et répondaient à des motivations politiques. C'est ce qu'affirme son défenseur, Me Dominique Rivière, ancien président de la Ligue des Droits de l'Homme à la Réunion. Roland Ratsiraka a déclaré que sa libération n'avait fait l'objet d'aucun deal politique, ce que mettent en doute certains observateurs. Pour conquérir un nouveau mandat à la tête de sa ville, Roland Ratsiraka a la possibilité de se présenter pour la troisième fois. Le gouvernement vient de faire sauter les verrous du mandat limitatif à deux exercices.

### **Procès de Pety Rakotoniaina ancien maire de Fianarantsoa et candidat à la présidence**

Très lourd verdict pour Pety Rakotoniaina, condamné à cinq ans de prison fermes pour vols de voitures de l'administration. Cette affaire ne constitue qu'une charge parmi d'autres. L'ancien maire devrait encore faire l'objet de poursuite atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat. Il est en effet accusé de complicité dans le coup d'éclat du général Randrianafidisoa en novembre 2006. Il est aussi inculpé d'entrave au bon déroulement des élections présidentielles du 3 décembre 2006.

*Ayant dirigé la population de Fianarantsoa pour la conquête armée du Palais de cette province durant la crise 2002, il a ouvert un boulevard à Ravalomanana pour l'accès au pouvoir. Devenu par la suite un opposant farouche à l'actuel président, il s'est présenté, sans succès, à la présidentielle du 3 décembre dernier. Pety avait fait de fracassantes déclarations sur des « scandales », dans lesquels il impliquait le chef de l'Etat. C'est ainsi qu'il a mis sur le compte du Président Ravalomanana, la « destruction par dynamite » de certains ponts durant cette crise politique de 2002.*

**Confirmation de la condamnation de Pierrot Rajaonarivelo** : l'ancien vice-Premier ministre du président Ratsiraka, exilé en France depuis 4 ans, s'est vu confirmer sa condamnation à 15 ans de prison ferme pour détournement de fonds. Soutenu par l'AREMA, il s'était porté candidat à la dernière présidentielle mais en a été empêché par le régime qui a décerné un mandat d'arrêt à son encontre, en octobre 2006. Il a déjà été condamné deux fois pour usurpation de fonctions et complicité dans un délit d'importation sans déclaration.

## **DROITS HUMAINS, JUSTICE, BONNE GOUVERNANCE**

**L'Observatoire National de l'Intégrité dénonce les conditions carcérales à la prison d'Antananarivo** : cet établissement de 800 places compte actuellement 2800 détenus, en progression de près de 15% sur les 6 derniers mois. 50% des détenus sont en détention préventive, mais ils sont tous entassés dans les mêmes quartiers, au mépris des droits fondamentaux et souffrent de malnutrition. [L'ONI est une association créée en 2005, regroupant des membres de la société civile et du secteur privé ainsi que des individus engagés dans la défense et la promotion de l'Intégrité. Elle a pour mission de fournir des outils d'information, de veille, d'alerte et d'interpellation pour le renforcement de l'Etat de droit, le respect des droits humains, et la suppression de la corruption].

Des parlementaires européens et de l'ACP ont visité des prisons malgaches, en vue d'évaluer les besoins d'aide. Des ONG ont participé à ces rencontres et Médecins du monde en a profité pour décréter « l'état d'urgence dans les prisons ».

**Peine de mort à Madagascar** : à l'occasion de la Journée mondiale contre la peine de mort, la présidente de la FIACAT a rappelé que son organisation, membre de la Coalition mondiale contre la peine de mort, s'est fortement impliquée ces derniers mois pour inciter les Etats à soutenir la Résolution présentée devant l'AG des Nations Unies appelant à un moratoire

universel sur les exécutions capitales. Elle a notamment participé à une campagne de plaidoyer ciblé avec les ACAT Bénin, Burkina Faso, Burundi, Madagascar, Mali et République Centrafricaine pour engager leurs gouvernements à voter en faveur de la Résolution.

En dépit de ces appels, la justice malgache vient de prononcer 4 nouvelles condamnations à mort : 3 personnes ils ont été reconnus coupables de l'attaque de la résidence du représentant de la Banque mondiale, au cours d'une réception, en janvier 2005, un chef de bande a été condamné pour vols de zébus avec meurtre de 2 personnes.

**Appui des Etats-Unis à la démocratie et aux droits de l'homme :** 6 projets entrant dans le cadre du Fonds pour la démocratie et des droits de l'homme (Democracy and human rights programm ou DHRF) ont été sélectionnés. Ils touchent les droits des femmes battues, les orphelins, les femmes musulmanes, les détenus et l'éducation à la citoyenneté.

**2 000 étudiants comoriens demandent un visa de sortie du territoire malgache :** 90 % des étudiants comoriens sont en situation irrégulière. Ils sont en possession d'un visa de court séjour et n'ont pas les moyens de régler le montant du visa d'études, qui varie de 114 à 228 euros Ils font l'objet depuis quelques temps d'arrestations et de reconduites à la frontière, ce qui a provoqué un mouvement de départs volontaires, malgré la période d'examens. Mais ces départs réguliers sont subordonnés à l'obtention d'un visa de sortie, qu'ils ont des difficultés à obtenir. Une première liste de plus de 1000 étudiants qui doivent être reconduits aux frontières et expulsés du territoire malgache au plus tard le 25 novembre aurait été établie.

**Renforcement de la lutte contre le trafic de personnes, phénomène social non maîtrisé :** des associations ainsi que l'ONG/Femme de Madagascar ambitionnent lancer la mise en œuvre d'un programme de lutte, qui vise notamment à faire bénéficier les victimes d'un appui psychosocial, médical et juridique et à conscientiser les enseignants et les élèves. Les formes d'exploitation concernées sont l'exploitation par le travail, le travail domestique, l'exploitation sexuelle, le mariage précoce, l'adoption illicite, la mendicité et le trafic d'organes. L'essor inquiétant du tourisme sexuel focalise l'attention. Marc Ravalomanana a annoncé son intention de faire voter une loi très sévère en la matière.

**Appui de l'UNICEF aux journalistes pour la défense des droits de l'enfant :** une enveloppe de 70 millions de dollars est prévue pour appuyer les actions dans ce domaine, en cohérence avec le MAP. Pour ce faire, l'UNICEF compte sur l'appui des médias locaux pour renforcer le plaidoyer aux niveaux national et international.

**Le FFKM condamne les vols d'organes et d'ossements humains :** *«Il faut renforcer les mesures de sécurité contre les stupéfiants, les viols sur mineurs, les vols d'organes et d'ossements humains, »,* écrit-il. Pour le Premier ministre, le vol d'organes n'existe pas à Madagascar. *« C'est une intox destinée à semer la psychose dans le peuple».*

**50% des élèves ne terminent pas le cycle primaire,** selon le représentant de l'UNICEF. Pourtant, Madagascar, depuis quelques années, a enregistré un taux de scolarisation assez encourageant. Celui-ci est passé de 78 à 98% en l'espace de 3 ou 4 ans. Dans le secondaire, Madagascar est encore en dessous de la moyenne africaine, avec un taux d'achèvement du cycle de 30%. L'UNICEF se fixe pour objectif d'atteindre un taux de 85% dans le primaire et de doubler le nombre de filles fréquentant le secondaire.

**Liberté de presse : Madagascar au 62ème rang selon RSF, en légère progression par rapport à 2006. Huit pays africains devancent la Grande Ile.**

## **DIPLOMATIE, INTEGRATION REGIONALE, COOPERATION**

**Un don de 2 millions de dollars de l'UNFPA :** le Fonds des Nations unies pour la population octroie une enveloppe de 2 millions de dollars pour intensifier les efforts sur le planning familial. *(D'après L'Express du 09/10/2007)*

**Une enveloppe de 577 millions d'euros dans le cadre du 10ème FED :** la Banque Européenne d'Investissement appuiera la Jirama et la Dynatec, le grand projet d'extraction de cobalt et de nickel. Cette enveloppe sera axée sur le financement de la justice, la police, la société civile et la bonne gouvernance. Le président de la République a annoncé qu'il négociera un financement pour la formation des journalistes, en partenariat avec la Banque mondiale.

**L'UE accorde 47 millions d'euros afin d'améliorer l'approvisionnement en eau dans la Capitale :** la moitié de la somme est un don de l'UE, l'autre moitié a été allouée par la BEI. Cet accord entre dans le cadre du sauvetage de la Jirama, la société nationale productrice d'eau et d'électricité. *(D'après Xinhuanet du 11/10/2007)*

**Chine - Madagascar : construction d'un hôpital ultra moderne à Antananarivo.** Cet hôpital, don du gouvernement chinois, verra le jour fin 2009. Grâce à cette nouvelle infrastructure, les évacuations sanitaires hors du pays seront limitées. *(D'après Tribune du 05/10/2007)*

**Les armées malgaches et la marine américaine confirment leur coopération,** notamment pour la protection du littoral. Une coopération destinée à sécuriser les touristes et les investisseurs. Des bateaux pirates pratiquent la pêche et des exportations illégales, contribuant au pillage des ressources du pays. *(D'après Xinhuanet du 03/10/2007 et Les Nouvelles du 12/10/2007)*

**Une loterie pour immigrer aux Etats-Unis :** face à la recrudescence des demandes de visa de diversité pour les Etats-Unis, le département d'Etat propose une « loterie carte verte ». C'est une procédure qui permet aux personnes, ayant rempli des conditions d'éligibilité simples mais strictes, d'obtenir un visa. La sélection se fera par tirage au sort. Les visas seront distribués dans six régions à faible taux d'immigration, dont Madagascar.

## **ECONOMIE**

**Mission d'évaluation du FMI : révision tarifaire prônée à la Jirama.** Cette recommandation entre dans le cadre de l'appui au développement du secteur privé. L'insuffisance de l'énergie constitue le principal facteur de blocage pour la croissance des entreprises et à l'arrivée de nouveaux investisseurs. La réforme de la Jirama fait donc partie des priorités dans le cadre de l'environnement des affaires.

**La hausse de 15% des tarifs de la Jirama a été confirmée par le président de la République.** Avec cette 3ème hausse en 2 ans, le DG de la Jirama affirme encore que la société continuera à vendre à perte son électricité.

**Par ailleurs, le FMI se déclare satisfait de l'amélioration de la gestion des finances publiques** au 1er semestre. Les perspectives s'annoncent également positives (prévision de croissance de l'ordre de 6,3% à la fin cette année, contre 4,6% en 2006, taux d'inflation de l'ordre de 7,5% à la fin 2007 et de 7,2% à la fin 2008).

**Relations commerciales Océan Indien-UE :** 4 pays de la région Afrique orientale et australe (AFOA) des pays ACP envisagent de conclure un accord de partenariat économique intermédiaire avec l'UE, faute de consensus au sein de la région. La sous-région Comores, Maurice, Madagascar et Seychelles (CMMS) soumettra officiellement son offre afin que les flux commerciaux ne soient pas interrompus après le 1er janvier 2008. Les 78 pays ACP ont jusqu'à la fin de l'année pour s'entendre avec Bruxelles sur de nouveaux accords de partenariat économique appelés à compenser la disparition prévue du régime très préférentiel d'accès au marché européen dont ils bénéficient. La dérogation qu'avait donnée l'OMC pour autoriser ce régime expire fin 2007. Toutefois, une quarantaine de PMA parmi les 78 pays ACP bénéficieront toujours d'un accès quasi libre au marché européen. Lors de la réunion à Madagascar, "les PMA ont fait certaines offres qui sont vraiment inacceptables et qui ne sont pas compatibles avec les règles de l'OMC", a expliqué à l'AFP le ministre mauricien.

**Transparence dans les industries extractives :** les sociétés minières et pétrolières viennent d'adhérer à l'Initiative pour la transparence dans les industries d'extraction (EITI). Ces entreprises et l'administration sont désormais tenues de déclarer le montant et l'objet de leurs transactions. L'EITI est une coalition de gouvernements, de sociétés, de groupes issus de la société civile, d'investisseurs et d'organisations internationales. Elle vise la bonne gouvernance et la transparence dans la gestion des ressources des secteurs miniers et pétroliers. Le secteur des mines devrait être à l'origine de 30 % du PIB en 2012 contre 4% aujourd'hui. Madagascar est le premier pays pilote choisi pour le projet norvégien du développement pétrolier et l'adhésion à l'EITI était une condition principale à sa réalisation.

**Réduire de moitié le nombre des pauvres en 2008 :** plus de 80% des Malgaches vivent encore en dessous du seuil de la pauvreté. A l'occasion de la Journée du refus de la misère, le ministre de la Fonction publique, du Travail et des Lois sociales a fixé l'objectif très ambitieux de réduire de moitié la pauvreté d'ici l'année prochaine, conformément aux objectifs du MAP.

*Sources : L'Express, Midi, La Tribune, Les Nouvelles, DTS, Témoignages Réunion, AFP, Apanews, Zenit, Xinhuanet*

---

*Au 31/10/2007, 1euro = 2595 Ariary (cours pondéré)*